

savoir : que les catholiques romains n'auront pas droit à un plus grand nombre d'écoles qu'il n'en auront lors de la passation de l'acte d'union. L'hon. commissaire des terres voudrait-il m'expliquer ce point ?

L'HON. M. CAMPBELL.—Cette section veut dire que le principe d'action, en ce qui concerne les écoles déjà établies à l'époque de la nouvelle union, continuera d'être appliqué. Si le parlement actuel et les parlements des autres provinces adoptent le projet et si le gouvernement impérial y donne sa sanction, les principes existants qui protègent les diverses minorités seront maintenus dans leur application.

L'HON. M. CURRIE — Mais supposez, par exemple, qu'aucun changement ne soit fait à la loi des écoles communes du Haut-Canada, les catholiques romains auront-ils le droit d'établir un plus grand nombre d'écoles séparées ?

L'HON. M. CAMPBELL.—Le présent acte demeurera loi et l'hon. monsieur sait quels sont les droits des écoles catholiques romaines en vertu de cet acte.

L'HON. M. CURRIE.—C'est ainsi que je comprends ce point. Maintenant, au sujet de la 61<sup>ème</sup> clause, je demanderai si on se propose, pendant cette session de la législature, de régler, entre le Haut et le Bas-Canada, la portion de la dette qui ne sera pas assumée par la confédération ?

L'HON. M. CAMPBELL.—On se propose, avant d'appliquer le projet de confédération, de régler la dette entre le Haut et le Bas-Canada.

L'HON. M. CURRIE.—La 64<sup>ème</sup> clause est ainsi conçue :

“ En considération de la transmission générale faite à la législature du pouvoir de taxer, les provinces auront droit respectivement à un octroi annuel de 80 centins par tête de la population, d'après le recensement de 1861. La population de Terre-Neuve est évaluée, pour cet objet, à 130,000. Les provinces ne pourront rien réclamer de plus à l'avenir du gouvernement général, pour les objets locaux, et cette aide sera payée à chacune d'elles semi-annuellement, à l'avance.”

L'hon. commissaires des terres voudrait-il bien me dire pourquoi la population de Terre-Neuve est évaluée à 130,000 âmes, tandis que celle des autres provinces est fixée d'après le recensement de 1861 ? On donne à Terre-Neuve 8,000 habitants de plus qu'elle n'en a d'après le recensement, elle entre, par cette considération pour \$200,000 de trop dans la dette générale, et reçoit

aussi une subvention trop considérable ; car si on admet que la population de Terre-Neuve a augmenté de 8,000 âmes de 1861 à 1864 ou 1865, pourquoi ne pas tenir compte d'un accroissement proportionnel en Canada ? En supposant que la population du Canada suive exactement la même loi d'accroissement elle aura augmenté, dans les cinq années, de 160,000 âmes, ce qui nous donnerait droit à une part dans la dette, excédant de plus de \$1,000,000 la part qu'on nous fait aujourd'hui, et nous donnerait une augmentation de \$130,000, pour notre subvention locale. Ce chiffre de 130,000 habitants pour Terre-Neuve, m'offusque à un autre titre, c'est que les populations de la plupart des autres provinces augmentent plus rapidement que celle de Terre-Neuve, et cependant on adopte pour elles les chiffres du recensement de 1861.

L'HON. M. CAMPBELL.—Voici la raison de cette anomalie qui n'est qu'apparente : A Terre-Neuve on n'a pas fait de recensement en 1861. Le dernier recensement a eu lieu, je crois, en 1857. Si je ne me trompe pas, on a évalué l'accroissement depuis 1861, d'après celui de 1857 à 1861. Et, en partant de là, on a calculé qu'à l'époque de l'union la population de Terre-Neuve serait d'environ 130,000 âmes. Voilà pourquoi nous avons adopté ce chiffre.

L'HON. M. CURRIE.—L'hon. monsieur a raison en disant que le dernier recensement de Terre-Neuve a été fait en 1857. Mais on aurait dû calculer sur l'augmentation de quatre années seulement, et j'ai peine à croire que la population de Terre-Neuve augmente de 8,000 âmes en quatre ans ; on donne donc à cette province le bénéfice de quatre ans d'augmentation de plus qu'au Canada, car notre dernier recensement a eu lieu en 1861.

L'HON. M. CAMPBELL.—L'hon. monsieur se trompe ; nous entrons tous dans la confédération avec les populations évaluées à la même date ; or, 130,000 est dans ce cas le chiffre de la population de Terre-Neuve. Nous ne faisons aucun avantage à cette province, elle avait 130,000 habitants à l'époque du recensement dans les autres provinces.

L'HON. M. CURRIE.—L'hon. commissaire voudra bien nous dire sans doute si en évaluant les revenus des diverses provinces, ou à tenu compte du revenu des douanes provenant des importations d'une province à